Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

12 janvier 2005
N°249 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

Secours et répression à Aceh

Le formidable déploiement militaire des États-Unis dans l'Océan indien ne vise pas seulement à porter assistance aux victimes du tsunami, mais aussi à relancer les combats à Aceh en profitant de la confusion. La région nord de Sumatra, qui est la plus touchée par le séisme et le raz-de-marée, est en état d'insurrection quasi-permanent depuis près de trente ans. D'ores et déjà, l'armée indonésienne, appuyée par deux groupes de combat aéronavals US, a officiellement annoncé son intention d'éradiquer les rebelles avant de secourir les populations. La presse internationale se tait.

page 2

Les voeux « démocratiques » de la NED

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Mikhail Saakasvili et Viktor Yushchenko signent une commune Déclaration des Carpates où ils récusent les accusations de manipulations de foules et affirment incarner la liberté qui se lève à l'Est. Pour les néo-conservateurs, l'année devrait voir s'accomplir les volontés de renversement des régimes ennemis et de « démocratisation » généralisée au Moyen-Orient et dans l'ex-URSS, se réjouissent Arch Puddington et Joshua Muravchik.

page 6

REPÈRE : 8 JANVIER 1934

Stavisky, suicidé au bras long

Escroc notoire, Alexandre Stavisky est impliqué dans une série d'affaires financières dont la plus célèbre, en 1933, celle du Crédit Municipal de Bayonne. Il réussit à dérober plus de 300 millions de francs à la banque, escroquant des milliers de petits épargnants. Bénéficiant de la protection de certains milieux politiques, il parvient à s'enfuir. Localisé à Chamonix dès le 2 janvier 1934, ce n'est pourtant que le 8 que la police encercle le châlet. Stavisky est retrouvé mort, d'une balle dans la poitrine, un pistolet à la main. Suicide ou assassinat pour le faire taire ? Son étrange mort provoquera une crise politique : le gouvernement de Camille Chautemps se verra contraint de démissionner pour laisser place au cabinet Daladier. *Le Canard enchaîné* titrera : « *Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Ce que c'est que d'avoir le bras long* ». « *L'Affaire Stavisky* » déclenchera des émeutes d'extrême droite et d'extrême gauche contre les « *tous pourris* » et les « *financiers juifs apatrides exploiteurs* ». On ne passera pas loin du coup d'État fasciste, le 6 février 1934, lors de la manifestation des Croix de Feu du colonel de Laroque. ■

Vos dons serviront à rembourser leur dette, sauf si...

page 13

Secours et répression à Aceh

Le formidable déploiement militaire des États-Unis dans l'Océan indien ne vise pas seulement à porter assistance aux victimes du tsunami, mais aussi à relancer les combats à Aceh en profitant de la confusion. La région nord de Sumatra, qui est la plus touchée par le séisme et le raz-de-marée, est en état d'insurrection quasi-permanent depuis près de trente ans. D'ores et déjà, l'armée indonésienne, appuyée par deux groupes de combat aéronavals US, a officiellement annoncé son intention d'éradiquer les rebelles avant de secourir les populations. La presse internationale se tait.

L'USAID et l'armée états-unienne organisant les secours à Aceh

L'aide internationale aux victimes du tsunami qui a dévasté l'Océan indien , le dimanche 26 décembre 2004, est l'occasion d'un des plus grands déploiements militaires humanitaires de l'Histoire. Mais il serait bien naïf de croire qu'il soit exclusivement humanitaire.

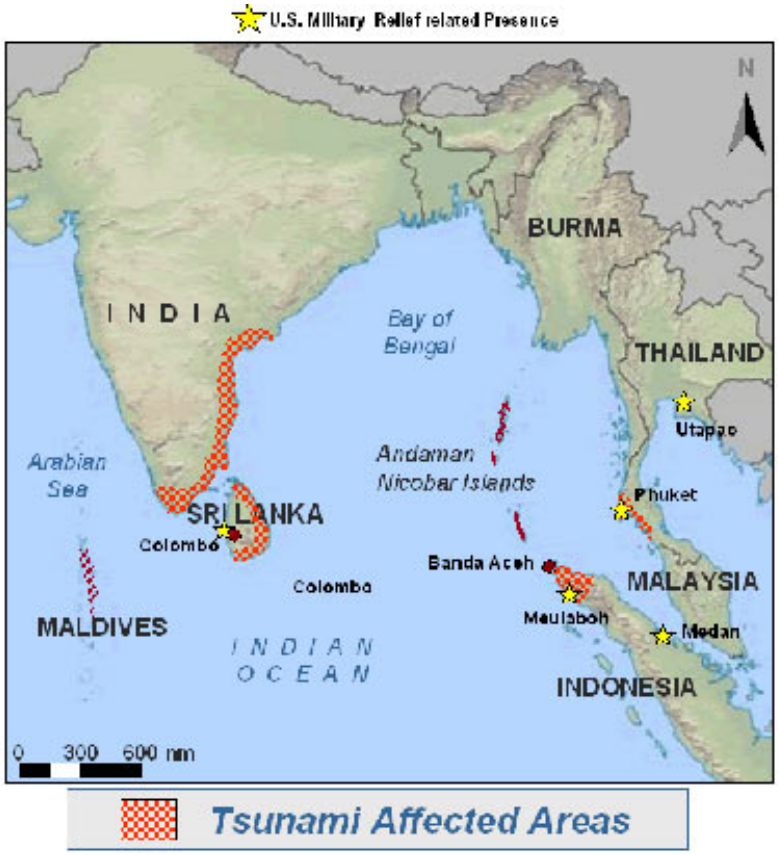
Quelques forces terrestres US ont été transportées en Thaïlande pour réinvestir d'anciennes bases datant de la guerre du Viêt-Nam. À court terme, elles devraient acceuillir les GI's permissionnaires d'Irak dans des bordels de campagne.

Surtout, les forces navales US sont concentrées au nord de Sumatra, au large de la région d'Aceh, la plus touchée par le tsunami. Deux porte-avions, avec leurs groupes de combat, y ont été positionnés : l'USS Abraham Lincoln et l'USS

Bonhomme Richard. Pour le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz [1], ancien ambassadeur des États-Unis en Indonésie, la situation actuelle offre une opportunité pour en finir avec la rébellion du Mouvement de libération d'Aceh (Gerakan Aceh Merdeka - GAM) et pour reprendre en main les Forces armées indonésiennes (TNI).

Les combats ont repris le 7 janvier 2005, indique l'agence de presse nationale Antara. Le porte-parole des Forces armées a indiqué que trois séparatistes avaient été abattus et des stocks d'armes (kalachnikov AK-47 et fusils de chasse) à Gantang. « *Les rebelles du GAM ont commis des crimes et sont inhumains au milieu des habitants de la province qui souffrent des conséquences du tremblement de terre et du tsunami dévastateurs* », a-t-il poursuivi [2]. Deux jours plus tard, l'armée a accusé les séparatistes de tendre des embuscades aux secours pour s'emparer de vivres et de s'infiltrer dans les camps de réfugiés. « *Les Forces amées sont maintenant en position défensive. Vu l'intensification des activités du GAM, les unités spéciales qui aident à l'évacuation des victimes doivent traquer et éliminer les rebelles* », a commenté le colonel Basuki [3].

Cependant, la reprise des combats est ignorée par les grands médias étrangers, bien qu'ils disposent de cohortes d'envoyés spéciaux sur les plages de Banda Aceh. C'est que l'émotion de l'opinion publique internationale se mobilisant dans un geste charitable est une valeur positive et consensuelle, mais fragile. Elle ne résisterait pas à la prise de conscience des réalités locales, de la rébellion des Tigres tamouls à la dictature du SLORC birman. Et de la qualité émotionnelle de l'information-spectacle dépend la vente des espaces publicitaires.



« Présence militaire U.S. liée à l'aide humanitaire » et « zones affectées par le Tsunami » (source : pacom.mil)

Les organisations civiles humanitaires ont été écartées des zones à risque, exceptées certaines associations telles que Non Violence International, un appendice de l'Albert Einstein Institution (elle même articulée à la NED/CIA) [4].

La région d'Aceh vit dans la nostalgie de sa grandeur, lorsqu'elle était un sultanat indépendant au XVIIe siècle, et dans la douleur de la colonisation hollandaise et de l'invasion japonaise. Elle a été arbitrairement rattachée à l'Indonésie à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1976, un homme d'affaire issu d'une famille noble, Hassan di Tiro, crée le Mouvement de libération d'Aceh (GAM). Il s'agit d'un parti nationaliste dont les membres sont de culture musulmane. Il milite pour la justice sociale et dispose d'un gouvernement en exil, en Suède. Dans la même période d'autres séparatismes se développent dans l'empire indonésien, aux Moluques et au Timor-oriental. De 1989 à 1998, le président Soharto décrète Aceh « zone de combat » et livre une répression atroce (opération « Red Net », plusieurs milliers de morts).

À la chute de Soharto, démissionnaire après les révélations sur les détournements de fonds colossaux qu'il opéra au détriment d'organisations humanitaires, l'un de ses successeurs, le président Wahid, engage des négociations et signe une trève, à Genève en mai 2000. Un statut d'autonomie est adopté. Le gouvernement local perçoit 70 % des recettes provenant des hydrocarbures de la région.

Mais les rebelles, qui assistent à l'indépendance du Timor oriental, en veulent plus. Ils perturbent l'exploitation par Exxon-Mobil qui est contraint de se retirer [5]. L'accession de George W. Bush à la Maison-Blanche et de Megawati Sokarnoputri à la présidence indonésienne donne à la firme l'occasion de reprendre le contrôle de sa concession et aux militaires de prendre leur revanche. Pourtant, 25 000 soldats et 20 000 policiers ne parviennent pas à écraser la rébellion.

Indignée par la violence des affrontements et les atrocités commises de part et d'autre, la communauté internationale parvient à imposer un cessez-le-feu, le 9 décembre 2002, et déploie 15 équipes d'observateurs pour en vérifier l'application. Il apparaît vite que certains officiers supérieurs, qui tiennent leur pouvoir politique de la situation de guerre permanente, n'hésitent pas à aider la rébellion en sous-main pour entretenir l'abcès.

Toujours dirigé par son fondateur, Hassan di Tiro, le GAM comprendrait actuellement environ 3 000 hommes en capacité de combattre face à 45 000 hommes de l'armée et de la police indonésiennes. Son budget annuel serait d'environ 500 000 dollars, provenant de l'impôt révolutionnaire perçu auprès des entreprises de la région et du trafic de marijuana. Dans les années 80, les chefs rebelles ont reçu une formation à la guérilla en Libye, parfois avec des instructeurs palestiniens. Aujourd'hui, le GAM maintient des relations avec les insurgés Pattani en Thaïlande (PULO). Les imputations de liens avec des « groupes radicaux islamiques », diffusées par les médias indonésiens ne reposent sur aucun élément probant.

Soldats U.S. et indonésiens à Aceh durant les opérations en cours

Compte tenu des difficultés de circulation dans la région, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer l'ampleur des combats en cours, ni de leurs conséquences pour les populations déjà victimes du séisme et du tsunami, mais il s'agit bien pour Paul Wolfowitz de parachever son œuvre asiatique et pour les troupes du nouveau président, le général Bambang Yudhoyono, de clore trente ans de conflit. Un millier de personnes suspectées d'appartenir au GAM devraient être arrêtées et internées préventivement dans un camp construit l'année dernière à cet effet dans l'île de Pulau Nasi, à cinq milles de la côte de Banda Aceh ; une sorte de Guantanamo version indonésienne.

---

[1] « Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone » par Paul Labarique, *Voltaire*, 4 octobre 2004.

[2] « Three GAM Rebels Killed in Fresh Clash with Government Soldiers », Antara, 7 janvier 2005.

[3] « GAM Rebels Infiltrate into Refugee Camps in Aceh », Antara, 9 janvier 2005.

[4] Voir « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, *Voltaire* du 4 janvier 2004.

[5] Voir « Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'Empire », par Arthur Lepic, *Voltaire* du 26 août 2004.

FOCUS

Les voeux « démocratiques » de la NED

Analyse

Mikhail Saakasvili et Viktor Yushchenko, respectivement vainqueur de la « révolution » en Géorgie et en Ukraine, signent une commune Déclaration des Carpates dans *Le Figaro*. Ils récusent les accusations de manipulations de foules et affirment incarner la liberté qui se lève à l'Est.
Si bien commencée, l'année 2005 s'annonce radieuse pour les néo-conservateurs. Elle devrait voir s'accomplir leurs volontés de renversement des régimes ennemis et de « démocratisation » généralisée.
Arch Puddington, directeur de la Freedom House, se félicite dans le *Jerusalem Post* de la marche vers la liberté des États du Proche-Orient (qui échappent aux islamistes) et d'Europe centrale (qui échappent à la Russie). Tandis que, dans le *Los Angeles Times*, Joshua Muravchik, de la NED/CIA, contemple avec délectation la multiplicité des scrutins annoncés cette année. Palestine, Irak, Arabie saoudite, Liban, Égypte, Yémen, Oman, c'est tout le monde arabe qui va goûter aux élections.
Leur discours est merveilleux comme une happy end de film hollywoodien, mais il faut ne pas être bien exigeant pour confondre des alternances manipulées et des élections truquées avec la vraie liberté. Ou il faut être bien cynique pour qualifier de « démocratisation » le fait de voler la souveraineté d'un peuple pour le gouverner de l'étranger.

Perter Bergen ironise dans l'*International Herald Tribune* sur ces musulmans qui voient des complots sionistes et états-uniens partout, mais doivent finalement attendre des secours états-uniens et non ceux de leurs frères

musulmans lorsqu'ils sont victimes de catastrophes, comme le tsunami. Wallid Phares reprend le même type d'argument dans le *Washington Times*. Les jihadistes interprètent toutes les catastrophes comme des châtiments divins, aussi il ne leur reste qu'à se taire quand la nature frappe des musulmans. En définitive, ce sont les Marines sauvant des musulmans à Aceh qui incarnent le Bien.

Chacun y va donc de son hypocrisie : loin d'être philanthropiques, les dons des États et des entreprises visent à secourir les populations pour se réserver les marchés de reconstruction ; quant au déploiement des marines états-uniens, il permet au Pentagone de réinvestir ses bases en Thaïlande et de relancer la contre-insurrection face à la guérilla à Aceh.

Il n'en reste pas moins que les opinions publiques occidentales partagent un « moment d'émotion télévisuelle » qui les fait réagir avec générosité. Précisément, face au vacarme humanitaire pour les victimes du tsunami et au silence pour celles d'Irak, l'humoriste Terry Jones n'a plus envie de rire. Dans le *Guardian*, il vitupère contre cette charité ostentatoire pour ceux qui souffrent d'une catastrophe naturelle à laquelle on ne pouvait rien. Pour lui, elle souligne par contraste l'inaction complice qui entoure les victimes que l'on a consciemment provoquées par une guerre sans nécessité.

Réseau Voltaire

Viktor Yushchenko, Mikhail Saakashvili

Viktor Yushchenko est ancien Premier ministre d'Ukraine et dirigeant de l'opposition parlementaire. Il est candidat à l'élection présidentielle en Ukraine où il est le candidat favori de la National Endowment for Democracy.

« La déclaration des Carpates »

Source : Le Figaro
Référence : « La déclaration des Carpates », par Mikhail Saakashvili et Viktor Yushchenko, *Le Figaro*, 11 janvier 2005.

La révolution orange a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de l'Europe. Les peuples d'Ukraine et de Géorgie ont démontré au monde que la liberté et la démocratie, la volonté des citoyens, tout comme des élections libres et honnêtes étaient plus fortes qu'une machine étatique. Ils ont prouvé que les régimes antidémocratiques ne pouvaient pas s'opposer aux vœux de la majorité et aux droits fondamentaux des populations.

Des millions d'Ukrainiens sont descendus dans la rue pour défendre leur droit et choisir leur propre gouvernement et nous rejetons fermement l'idée que des révolutions pacifiques et démocratiques puissent être influencées par des techniques artificielles ou des interférences extérieures. Nous apprécions le soutien apporté par les États et les organisations démocratiques à la lutte non violente de nos compatriotes pour la liberté et la démocratie et nous espérons que le monde démocratique continuera de soutenir nos pays. Nous suivrons le chemin qui conduit à la construction d'une Europe unie et démocratique et nous poursuivrons le développement de relations amicales avec tous nos voisins.

Ancien ministre de la Justice d'Édouard Chevardnadze puis meneur de la « Révolution de la Rose » orchestrée par la National Endowment for Democracy en Géorgie, Mikhail Saakashvili est président de la Géorgie.

Nous sommes sûrs que les révolutions en Géorgie et en Ukraine forment la nouvelle vague de la liberté en Europe. Elles apporteront l'ultime victoire de la liberté et de la démocratie à travers le continent européen.

Arch Puddington

Ancien collaborateur de Radio Free Europe (1985-1993), Arch Puddington est directeur de recherche à la Freedom House et auteur de *Lane Kirkland : Champion of American Labor*.

« La marche de la liberté »

Source : Jerusalem Post
Référence : « Freedom's march », par Arch Puddington, *Jerusalem Post*, 10 janvier 2005.

Dans les trois dernières décennies, les vagues successives de liberté ont touché pratiquement toutes les parties du globe. Entre 1972 et 2005, le nombre des démocraties est passé de 44 à 89 pays, presque la moitié des 192 États existants. Aujourd'hui, les sociétés libres dominent en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe occidentale et dans les anciens pays communistes d'Europe centrale. La liberté a fait des progrès significatifs en Asie et en Afrique sub-saharienne.

En 2004, les changements les plus significatifs ont eu lieu dans le Proche-Orient arabe et dans les ex-Républiques soviétiques. Au Proche-Orient, Freedom House n'a enregistré des progrès que dans quatre pays : l'Égypte, le Maroc, la Jordanie et le Qatar et les avancées furent modestes. Dans aucun pays de la région on a pu observer de vrais mouvements vers un environnement politique libre, mais les petits progrès d'aujourd'hui laissent envisager les plus grands progrès de demain. Si les pays arabes avancent lentement, d'autres pays musulmans tels que la Turquie, la Malaisie, l'Afghanistan, la Bosnie et plusieurs pays de l'Afrique sub-saharienne enregistrent des progrès pour leur part.

La Russie de son côté prend une direction troublante et pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS et à cause de la politique de Vladimir Poutine, Freedom House a classé la Russie comme un pays « non libre ». Elle a également eu une mauvaise influence sur les autocrates voisins. C'est pour cela que la victoire de Viktor Yushchenko en Ukraine est cruciale car c'est une victoire de la démocratie là où la liberté décline. Il faut qu'au Proche-Orient et dans l'ex-URSS, les États-Unis et l'Europe fassent plus pour la démocratie.

Joshua Muravchik

Joshua Muravchik est collaborateur de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est membre du Council on Foreign Relations et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

« La douloureuse naissance de la démocratie arabe »

Source : Los Angeles Times
Référence : « The Birth Pangs of Arab Democracy », par Joshua Muravchik, *Los Angeles Times*, 9 janvier 2004.

Pour le monde arabe, 2005 sera peut-être remémoré comme l'année de l'élection. Aujourd'hui, les Palestiniens choisissent un nouveau président, dans trois semaines les Irakiens élisent leur assemblée nationale, puis les Palestiniens retourneront trois nouvelles fois aux urnes cette année ; et quand l'Assemblée nationale irakienne aura rédigé sa constitution, ce texte sera soumis à référendum. La Palestine et l'Irak sont les pays qui attirent le plus l'attention, mais ils ne seront pas les seuls à organiser des élections. Entre février et avril, l'Arabie saoudite organisera ses élections municipales, une première dans ce régime absolutiste. Au printemps, le Liban organisera ses élections législatives, suivis plus tard dans l'année de l'Égypte, du Yémen et d'Oman.

Il s'agit d'un mouvement extraordinaire pour le monde arabe, mais pour beaucoup d'Arabes, il ne s'agit que d'une mascarade visant à satisfaire les pressions américaines. Ce raisonnement signifie cependant que la politique états-unienne en faveur de la démocratie a un effet et a renforcé les réformateurs. Certains Arabes ne seront pas satisfaits du fait que ce sont les États-Unis qui sont dernières ces élections, mais cela ne rend pas ces élections moins importantes. Bien sûr, la plupart des élections seront truquées et beaucoup trouveront des excuses à cela dans la présence états-unienne et la politique israélienne dans la région, mais n'est-ce pas humiliant de penser que les Irakiens occupés puissent choisir leurs dirigeants plus librement que la population des pays qui ne le sont pas ?

Le peuple ne se satisfera pas de rituels creux et 2005 pourrait être l'année du changement.

Peter Bergen

« Quand les musulmans souffrent, c'est l'Occident qui apporte son aide »

Source : International Herald Tribune
Référence : « When Muslims suffer, it's the West that helps out », par Peter Bergen, *International Herald Tribune*, 10 janvier 2005.

Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

Dans le monde islamique, il est courant d'accuser des conspirations occidentales et sionistes d'être la cause des maux des musulmans. Ainsi, on dénonce les prisonniers de Guantanamo, les sort des Palestiniens et la mort de milliers de victimes en Irak à cause des sanctions de l'ONU, puis de l'occupation américaine. Le plus vibrant des défenseurs de cette approche est bien sûr Oussama Ben Laden.

Pourtant, quand les musulmans souffrent, c'est habituellement l'Occident et souvent les États-Unis qui prennent la tête des opérations d'aide. Quand l'URSS a envahi l'Afghanistan, quand la Somalie mourrait de faim, quand les Serbes massacraient les Bosniaques, ce sont les États-Unis qui ont agit. Les États-Unis ont renversé les Talibans, un régime reconnu seulement par trois pays musulmans au monde, mais aucun pays musulman hormis la Turquie n'a envoyé de troupes pour aider à stabiliser le plus pauvre des pays musulmans. Le tsunami a provoqué le même type de réaction : un action occidentale et une inertie des pays musulmans. L'Arabie saoudite a donné 30 millions de dollars aux victimes, autant que les Pays-Bas et le dixième de ce qu'ont versés les États-Unis. L'Arabie saoudite ne se rendra pas à Jakarta à la conférence des pays donateurs.

Les pays musulmans en appellent souvent à l'oummah, la communauté des croyants, mais ne font rien en cas de crise. L'Organisation de la Conférence islamique ou la Ligue arabe dénoncent la situation en Irak ou en Palestine, mais n'ont rien dit pour les morts de la guerre Irak-Iran ou ceux de la répression en Syrie dans les années 80. Aujourd'hui, ils continuent de se taire sur les cas de torture en Égypte. Peut-être que la générosité occidentale va forcer les États musulmans à reconnaître que les appels à la solidarité n'aident pas beaucoup les musulmans.

Face aux critiques, la télévision saoudienne a enfin organisé un téléthon qui a permis de rassembler 75 millions de dollars et la Banque islamique de développement a promis 500 millions de dollars d'aide. Après tout, la charité est un des cinq piliers de l'islam.

Walid Phares

« Les jihadistes et le grand mensonge »

Source : Washington Times
Référence : « Jihadists and the big lie », par Walid Phares, *Washington Times*, 10 janvier 2005.

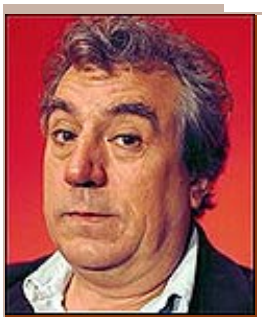
Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

Dès que les nouvelles concernant le tsunami et les estimations du nombre de morts sont arrivées, on a vu un élan de sympathie toucher la majeure partie du monde. Cet élan n'a cependant pas touché les jihadistes.

Si le tsunami avait touché la côte ouest des États-Unis ou le Japon, les jihadistes auraient affirmé qu'il s'agissait d'une vengeance divine contre l'attaque de l'Irak. Si l'Iran avait été touché, les salafistes auraient affirmé que les chiites avaient provoqué la colère divine. Pour chaque catastrophe, les madrassas ont une explication à fournir. Ainsi, après que le tsunami ait frappé deux continents, cinq pays et fait des dizaines de milliers de victimes, le compte des morts a commencé chez les jihadistes afin d'identifier le profil majoritaire. Les informations sélectionnées étaient celles qui permettaient de condamner le rôle des « infidèles ». La deuxième étape consiste ensuite à orienter la colère des musulmans contre les occidentaux. Très vite les sites jihadistes ont accusé les « infidèles » d'être responsables ou de ne pas agir et de laisser mourir les victimes car elles étaient musulmanes. Malheureusement, ce dernier argument a été repris par les élites intellectuelles occidentales qui se préoccupent moins des secours aux victimes de l'Océan indien que de brocarder la Coalition en Irak. Ce faisant, ils jouent le jeu des islamistes. Ces derniers n'hésitent donc pas à aller plus loin. Certains sites islamistes affirment que le tsunami a été provoqué par une bombe nucléaire tirée depuis la base états-unienne de Diego Garcia pour toucher les musulmans.

Toutefois, chez les populations touchées et chez les survivants se dessine une autre image : celle des Marines aidant les secours alors que se développent des interrogations sur l'aide apportée par Al Qaïda ou les Saoudiens. À Fallouja, les jihadistes tuent des Marines, mais à Aceh, les Marines sauvent des musulmans.

Terry Jones



Scénariste, acteur et réalisateur, Terry Jones est membre des Monty Python.

« Un tsunami provoqué par l'homme »

Source : The Guardian
Référence : « A man-made tsunami », par Terry Jones, *The Guardian*, 11 janvier 2005.

Je suis déconcerté par les réactions mondiales à la tragédie du tsunami. Pourquoi les journaux, la télévision et les politiciens en font-ils autant ? Pourquoi les Britanniques ont-ils donné plus de 100 millions de livres sterling aux survivants et pourquoi Tony Blair a-t-il promis des centaines de millions ? Pourquoi l'Australie promet-elle 435 millions de livres, l'Allemagne 360 millions et George W. Bush 187 millions. Bien sûr, c'est merveilleux de voir la race humaine se rassembler pour aider les victimes du désastre, mais pourquoi aider ces victimes là et pas celles d'Irak ?

D'après la seule estimation scientifique dont on dispose, la guerre aurait fait près de 100 000 morts chez les civils irakiens tandis que le tsunami en a fait 150 000. Pourtant, concernant l'Irak, les médias semblent refuser de montrer les images de ces victimes. Pas de reporters à Fallouja pour expliquer qu'en 30 ans de métier, il n'a jamais rien vu de tel. Le Pape n'a pas appelé les croyants à se souvenir des Irakiens dans leurs prières et *MTV* n'a pas fait de minute de silence pour eux. Au contraire, George W. Bush et Tony Blair cherchent à minimiser le nombre de morts (malgré le sérieux méthodologique de l'étude publiée) tout en interdisant tout décompte.

Les morts causés par les bombes et les coup de feu méritent-ils moins de pitié que ceux causés par une vague géante ? Une vie irakienne veut-elle moins qu'une vie indonésienne, thaï, indienne ou suédoise ? pourquoi les télévisions et les journaux ne cherchent-ils pas à lever des fonds pour les victimes irakiennes ? Pourquoi ne pleurent-ils pas sur ce tsunami que nous avons provoqué au Proche-Orient ? C'est déroutant.

Vos dons serviront à rembourser leur dette, sauf si...

Depuis le séisme du 26 décembre au large de l'Indonésie, beaucoup de chiffres ont fait les grands titres de l'actualité, irrémédiablement à la hausse : nombre de victimes, coût des dégâts constatés, aide internationale... Les rencontres entre grandes puissances se succèdent : conférence de Jakarta, réunion du G8, session du Club de Paris... Prenons le temps de commenter quelques faits et chiffres méconnus qu'il faut placer au cœur du débat.

Onze pays ont été touchés : Indonésie, Sri Lanka, Inde, Thaïlande, Somalie, Maldives, Malaisie, Birmanie, Tanzanie, Bangladesh et Kenya. Cet ensemble est très hétérogène, puisqu'il regroupe des pays asiatiques et des pays africains, des pays économiquement émergents et des pays très pauvres, des pays remboursant des sommes colossales et d'autres en état de cessation de paiement. Pour autant, la nature n'a pas choisi et il serait particulièrement indécent de distinguer parmi ces pays pour accorder aux uns ce que l'on refuserait aux autres.

À la fin 2003, la dette extérieure de ces onze pays s'élevait à 406 milliards de dollars [1]. Leurs performances économiques étant fort diverses, leurs créanciers le sont aussi [2]. Les pays prometteurs, comme l'Inde ou la Thaïlande, ont une dette essentiellement d'origine privée, contractée notamment sur les marchés financiers ou auprès de grandes banques. Les pays pauvres, comme le Sri Lanka ou le Bangladesh, ont une dette essentiellement multilatérale, détenue par la Banque mondiale, des banques régionales de développement ou le FMI. Des pays plus isolés au niveau international, comme la Somalie, ont une dette principalement bilatérale, contractée envers des pays riches. Tous les grands créanciers sont concernés par la recherche d'une solution prenant en compte l'intérêt des peuples touchés.

En 2003, ces onze pays ont remboursé 68 milliards de dollars à leurs créanciers étrangers, contre 60 milliards l'année précédente. Cette année-là, leurs pouvoirs publics ont remboursé 38 milliards de dollars [3] à eux seuls. La ponction est énorme : entre 1980 et 2003, les remboursements ont représenté onze fois leur dette de 1980, alors que dans le même temps, cette dette a été multipliée par

cinq [4].

L'aide internationale promise est estimée à 6 milliards de dollars, dont 4 par des institutions officielles. Loin de vouloir dissuader cet élan de générosité, qui soulage la bonne conscience du donateur bien avant les souffrances des victimes, il est urgent de noter que ces onze pays remboursent chaque année six fois plus. Derrière la générosité médiatisée à outrance, même quand elle est sincère, demeure donc un mécanisme très subtil qui aspire les richesses des populations du Sud vers leurs riches créanciers. Puisse la tragédie de décembre servir à mettre en lumière cette autre tragédie, dépassant largement le cadre de ces onze pays sinistrés : la dette. A cause d'elle, et avec la complicité des classes dirigeantes locales qui ont un intérêt personnel dans l'endettement de leurs pays, des Etats n'assurent pas à leurs peuples la satisfaction des besoins fondamentaux, la misère et la corruption se répandent, la souveraineté politique et économique de dizaines de pays devient une expression vide de sens, les ressources naturelles sont pillées ou bradées à de puissantes multinationales, les cultures d'exportations sont imposées au détriment des cultures vivrières. Il s'agit d'un centre nerveux particulièrement vigoureux d'un modèle économique prédateur et oppressif.

Quel créancier oserait déclarer publiquement qu'il va continuer à attendre des remboursements de pays sinistrés à ce point ? Cependant, aucun n'y a définitivement renoncé. La réunion du Club de Paris, fort tardive du reste (17 jours après le séisme) et regroupant 19 pays riches, ne doit pas faire illusion : les créanciers sont prêts à suspendre les paiements, sans annulation significative de dette, pour mieux imposer une conditionnalité stricte qui sera assurée par le FMI. Pourtant, ce même FMI s'est déjà distingué lors de la crise de 1997-1998 par des remèdes pires que le mal.

En son âme et conscience, tout créancier peut décider de renoncer à ses créances. Là, tout de suite. Cela s'est déjà produit dans les dernières années pour des raisons géostratégiques [5]. Des centaines de mouvements sociaux présents dans cette région, notamment les réseaux CADTM et Jubilé Sud, ont appelé à l'annulation, montrant la solidarité objective qui existe entre tous ceux qui subissent la tyrannie de la dette. Un moratoire ou une simple réduction ne peuvent être tolérés. Seule l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays touchés, avec contrôle des sommes libérées par les population locales, est une réponse à la mesure du désastre provoqué par les tsunamis. Sinon, vos dons serviront juste, tôt ou tard, aux pays dévastés à rembourser une dette devenue immorale.

Damien Millet et Éric Toussaint

Damien Millet est président du CADTM France, Éric Toussaint est président du CADTM Belgique (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde). Ils sont auteurs du livre 50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, éd. Syllepse/CADTM, 2003.

---

[1] Calculs des auteurs sur la base des chiffres de la Banque mondiale.

[2] Ils sont privés à 47 %, bilatéraux à 27 % et multilatéraux à 26 %.

[3] Dont 16 pour les institutions multilatérales (7 pour la Banque mondiale et 4 pour le FMI) ; 9 pour les pays riches ; 13 pour les investisseurs privés.

[4] Calculs des auteurs sur la base des chiffres de la Banque mondiale.

[5] Égypte et Pologne en 1991, Russie en 1998, Yougoslavie et Pakistan en 2001.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .